PROJET MONTRÉAL

CADRE FINANCIER

PAS DE SLOGAN. QUE DES SOLUTIONS.

ÉQUIPE LUC RABOUIN



INTRODUCTION

Depuis huit ans, l'administration de Projet Montréal gère de façon prudente et responsable des budgets maintenus à l'équilibre, une évolution de la taxation en deçà de l'inflation tout en investissant dans les priorités des Montréalais·es; en habitation, dans les infrastructures et services aux citoyen·nes. Cette saine gestion a été reconnue par les agences de notation qui ont relevé, à deux reprises, la cote de crédit de la Ville de Montréal au cours des dernières années, la portant ainsi à un niveau supérieur à celle du gouvernement du Québec.

À l'image du budget 2025 présenté par Luc Rabouin à titre de président du comité exécutif, ce cadre financier 2026-2029 redouble d'efforts sur le logement, la lutte contre l'itinérance, les services municipaux et l'environnement, tout en maintenant l'équilibre dans les dépenses.

L'objectif : maintenir l'équilibre tout en investissant dans l'avenir de la métropole, dans les services à la population et en assurant un filet social.

Malgré les ressources limitées de la Ville, Projet Montréal a su les optimiser et proposer de nouvelles sources de revenus qui permettent aussi d'encourager des projets qui reflètent la vision des Montréalais·es.

En parallèle, nous avons assuré une gestion efficace de la machine municipale en maîtrisant les dépenses de fonctionnement.

Résultat, nous avons réussi à offrir davantage de services et de projets aux Montréalais·es, sans leur demander de payer davantage.

Notre bilan démontre que nous prenons au sérieux l'argent des Montréalaises et des Montréalais. Ce fut le cas sous la direction de Luc Rabouin à la tête du comité exécutif pour le budget 2023, et ce le sera tout autant avec Gracia Kasoki Katahwa.

La Ville fait aujourd'hui face à de nouveaux défis. Les municipalités se retrouvent en première ligne de crises multiples et interreliées — crise des vulnérabilités, crise climatique, crise de l'habitation — qui frappent de plein fouet l'ensemble du Québec, et plus particulièrement sa métropole. À cela s'ajoute un contexte d'incertitude économique et financière, mais aussi une remise en question de nos valeurs collectives.

Dans ce contexte, ce cadre financier 2026-2029 réaffirme un cap clair et une vision progressiste, centrée sur les solutions pour Montréal. Il conjugue rigueur budgétaire et investissements ciblés dans les priorités des Montréalais·es : le logement, la lutte contre l'itinérance, la transition écologique, la mobilité durable et les services à la population.

DES REVENUS DIVERSIFIÉS ET ÉQUITABLES, AU SERVICE DES AMBITIONS DE LA VILLE

Des grandes villes du pays aux petites communautés, la réalité reste la même : le cadre financier des municipalités pensé au 19e siècle et basé sur la taxe foncière ne suffit pas à financer les responsabilités des villes du 21e siècle — encore moins celles d'une métropole comme Montréal.

Dans l'objectif constant de mieux utiliser les leviers à notre disposition, nous comptons aussi développer de nouvelles sources de revenus autres que la taxe foncière. Ces mesures auront un double effet : financer les projets de la Ville et orienter les comportements vers une métropole plus juste, plus verte et plus abordable. Cela inclut, entre autres, des redevances sur les grands panneaux publicitaires, sur les logements vacants, ainsi que sur les vastes parcs de stationnement. Ces revenus supplémentaires permettront à Montréal de soutenir davantage sa culture, de construire plus de logements abordables et de verdir ses quartiers.

Dans les 8 dernières années, Montréal a su démontrer sa capacité à aller chercher de nouvelles sources de revenus. Lors des dernières négociations du pacte fiscal, nous avons obtenu, en collaboration avec l'ensemble des municipalités québécoises, la croissance d'un point de TVQ. Nous comptons poursuivre sur cette lancée.

En parallèle de quoi, nous nous engageons à utiliser les pouvoirs actuels de la ville pour donner un véritable coup de pouce à celles et ceux qui en ont le plus besoin avec un gel de taxes pour les petits immeubles commerciaux, ainsi qu'un programme de report d'impôts fonciers destiné aux ménages propriétaires à faible revenu et aux personnes aînées.

En termes de revenus et d'économies, la plateforme de Projet Montréal s'appuie sur une enveloppe estimée à 793,7 M\$ sur 4 ans, incluant notamment la taxation foncière. Afin de donner de la prévisibilité aux Montréalais·es, les augmentations de taxes foncières générales seront limitées entre 2% et 3%.

Enfin, Projet Montréal continuera de revendiquer avec force que Montréal obtienne sa juste part des financements qui lui reviennent des autres paliers de gouvernement, particulièrement en matière de transport collectif et d'habitation.

NOUVEAUX REVENUS ET ÉCONOMIES 2026-2029

	2026	2027	2028	2029	TOTAL 2026-2029
AUGMENTATION DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE ENTRE 2 ET 3%	20,000,000	40,000,000	60,000,000	80,000,000	200,000,000
POURSUIVRE LES MESURES D'ÉCOFISCALITÉ TELLES QUE LA TAXE SUR LES PARCS DE STATIONNEMENT EXTÉRIEURS	3,000,000	6,000,000	9,000,000	12,000,000	30,000,000
REVENUS DU RMM RÉVISÉ	10,000,000	10,000,000	10,000,000	10,000,000	40,000,000
TAXER LES LOGEMENTS VACANTS		5,000,000	7,000,000	9,000,000	21,000,000
AMENDES ACCRUES - SALUBRITÉ	300,000	300,000	300,000	300,000	1,200,000
PANNEAUX PUBLICITAIRES	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,000,000	20,000,000
RADARS PHOTO		6,000,000	12,000,000	24,000,000	42,000,000
SOUS-TOTAL	38,300,000	72,300,000	103,300,000	140,300,000	354,200,000
MESURES D'OPTIMISATION ET DE PERFORMANCE ORGANISATIONNELLE	25,000,000	40,000,000	60,000,000	80,000,000	205,000,000
RÉORGANISATION DES PRIORITÉS (HABITATION ET DÉV. ÉCONOMIQUE)	18,750,000	29,750,000	19,000,000	19,000,000	86,500,000
MONTANT PRÉVU POUR LES NOUVELLES PRIORITÉS DE L'ADMINISTRATION	15,000,000	30,000,000	45,000,000	60,000,000	150,000,000
REVENUES ET ÉCONOMIES	97,050,000	170,050,000	227,300,000	299,300,000	795,700,000

DES DÉPENSES RESPONSABLES AU SERVICE DES MONTRÉALAIS-ES

Depuis plusieurs années, Projet Montréal porte le même message : les municipalités font face à des défis de plus en plus grands, qui entraînent leur lot de dépenses. Crise climatique, besoins criants de logement, soutien nécessaire aux artistes et aux organismes communautaires, urgences en sécurité publique et en itinérance. Montréal, comme toutes les autres métropoles, doit répondre à des demandes pressantes et nécessaires, dans la limite de ses moyens.

Ce contexte appelle la Ville à aller au-delà de la simple prestation des services de base, tout en préservant la qualité et l'efficacité de ces derniers.

Cette approche traduit une conviction claire: une grande ville ne peut plus se contenter de gérer le quotidien, elle doit aussi préparer l'avenir. En investissant dans des initiatives qui améliorent la qualité de vie, soutiennent les familles et renforcent la cohésion sociale, Projet Montréal agit concrètement pour la qualité de vie et pour une ville qui reste attractive pour tous·tes, y compris les familles.

Dans une période économique difficile, certaines dépenses de fonctionnement demeurent essentielles pour maintenir un véritable filet social à Montréal. Elles traduisent les valeurs de solidarité et d'équité chères aux Montréalaises et aux Montréalais.

Des mesures comme la tarification sociale du transport en commun et les camps de jour à 7\$ permettent aux personnes et aux familles moins nanties de profiter pleinement de la vie montréalaise. Ces initiatives donnent un coup de pouce concret à celles et ceux qui en ont besoin pour joindre les deux bouts, tout en offrant à leurs enfants un meilleur cadre de vie et davantage d'opportunités.

Dans une perspective d'améliorer la qualité de vie dans nos quartiers et de notre vision d'une ville qui prend soin de son monde, nous comptons aussi investir des montants de fonctionnement pour rapprocher et améliorer l'offre des services à la population partout en ville. Cela inclut par exemple améliorer l'accès à la culture locale, au financement de marchés publics, ainsi qu'à l'amélioration de la propreté dans les secteurs achalandés.

D'autres investissements visent à renforcer la capacité d'action de la fonction publique montréalaise en améliorant le cadre de travail et les outils des équipes. Conformément à notre plateforme 2025 nous proposons par ailleurs de maintenir la stabilité de la fonction publique municipale. Le but étant de respecter la capacité de payer des Montréalais·es.

L'ensemble de ces dépenses sera couvert par les revenus et les économies identifiés à la section 1.

ENGAGEMENTS

MOAULPILMIS					TOTAL
	2026	2027	2028	2029	2026-2029
BUREAU DE PROJET - ZONES PRÊTES À BÂTIR	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000	4,000,000
MULTIPLICATION DES LOGEMENTS ÉTUDIANTS	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,000,000	20,000,000
500 LOGEMENTS TRANSITOIRES	6,000,000	6,000,000	6,000,000	6,000,000	24,000,000
INCITATIF À L'INSCRIPTION AU REGISTRE DES LOYERS			250,000	250,000	500,000
SOUTIEN AUX COMITÉS LOGEMENTS	500,000	500,000	500,000	500,000	2,000,000
DOUBLER LE FINANCEMENT DE LA PREMIÈRE LIGNE (ITINÉRANCE)	9,300,000	9,300,000	9,300,000	9,300,000	37,200,000
MARCHÉS PUBLICS À 15 MINUTES	800,000	800,000	800,000	800,000	3,200,000
CULTURE À 15 MINUTES	3,000,000	3,000,000	3,000,000	3,000,000	12,000,000
RÉSEAU EXPRESS BUS		10,000,000	20,000,000	30,000,000	60,000,000
BONIFICATION DE LA FRÉQUENCE DU MÉTRO	300,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000	3,300,000
TARIFICATION SOCIALE			20,000,000	20,000,000	40,000,000
CAMPS DE JOUR À 7\$	5,000,000	10,000,000	20,000,000	30,000,000	65,000,000
RÉNORÉSILIENCE	3,000,000	5,000,000	5,000,000	5,000,000	18,000,000
CAMÉRAS CORPORELLES			1,500,000	1,500,000	3,000,000

ENGAGEMENTS

	2026	2027	2028	2029	2026-2029
AUGMENTER LE NOMBRE DE BRIGADES MIXTES	1,250,000	2,500,000	2,500,000	2,500,000	8,750,000
NOS POMPIERS EN SÉCURITÉ	6,400,000	6,400,000	3,200,000	3,200,000	19,200,000
DOUBLER LES BUDGETS DE LA FRANCISATION DANS LES LIEUX DE DIFFUSION CULTURELLE	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000	4,000,000
PLAN DE RACHAT DES SALLES INDÉPENDANTES	1,000,000				1,000,000
CRÉATION D'UN FONDS POUR LES PETITS ET LES MOYENS FESTIVALS	1,000,000	1,000,000	1,000,000	1,000,000	4,000,000
PLUS D'ARGENT POUR LES ARTISTES - BUDGET CAM	2,000,000	2,000,000	3,000,000	5,000,000	12,000,000
VIE NOCTURNE	400,000	400,000	400,000	400,000	1,600,000
FOND DE REVITALISATION DE L'EST	5,000,000				5,000,000
PLEIN FEU SUR L'HIVER (STRATÉGIE CENTRE-VILLE)	7,000,000	10,000,000	10,000,000	10,000,000	37,000,000
PROPRETÉ *VOIR NOTE DE BAS DE PAGE	15,000,000	35,000,000	50,000,000	65,000,000	165,000,000
CHANTIER: BONIFICATION DE L'ENVELOPPE DE SOUTIEN POUR LES COMMERÇANTS	250,000	250,000	250,000	250,000	1,000,000
COHABITATION MODULAIRE	250,000	500,000	750,000	1,000,000	2,500,000

*PROPRETÉ: Projet Montréal s'est engagé à doubler les sommes dédiées à la propreté, portant ces dernières à 165M\$ par année. Cette enveloppe bonifiée servira, notamment, à augmenter le nombre de brigades propretés dans les secteurs commerciaux et plus achalandés, à offrir des toilettes accessibles à 15 minutes, à élargir les horaires de collecte lorsque nécessaire et à intensifier les efforts de sensibilisation.

TOTAL

ENGAGEMENTS (SUITE)

	2026	2027	2028	2029	2026-2029
FONDS BÂTISSONS MONTRÉAL				10,000,000	10,000,000
SIMPLIFIER LES INSCRIPTIONS AUX COURS DE NATATION DANS TOUS LES QUARTIERS		1,500,000			1,500,000
BANQUE D'AIDE AU LOYER	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,000,000	20,000,000
BANQUE DE FOURNISSEURS		1,000,000			1,000,000
BOUCLIER VERT (ASSOMPTION)		1,000,000			1,000,000
ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,000,000	20,000,000
TOTAL DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS	85,450,000	124,150,000	175,450,000	222,700,000	607,750,000
SERVICE DE DETTE - CAPITAL		3,050,000	9,200,000	19,650,000	31,900,000
SERVICE DE DETTE - INTÉRÊTS		915,000	2,760,000	5,895,000	9,570,000
TOTAL DES DÉPENSES (INCLUANT FRAIS D'EMPRUNTS)	85,450,000	128,115,000	187,410,000	248,245,000	649,220,000

TOTAL

INVESTIR DANS UNE VILLE QUI NE LAISSE PERSONNE DERRIÈRE

Pour bâtir une métropole solide et répondre aux défis qui sont au coeur des préoccupations des Montréalais-es, la ville doit investir. Que ce soit dans la construction de logements, l'amélioration de la mobilité, les mesures d'apaisement de la circulation dans nos quartiers et autour de nos écoles, ou de la réfection de nos tuyaux pour une ville plus résiliente, Montréal doit investir pour écrire son avenir dès aujourd'hui.

Le logement — et particulièrement le logement abordable — demeure la priorité des Montréalais·es. C'est un enjeu central pour assurer un avenir où chacune et chacun peut se loger dignement, où les familles, les jeunes et les aîné·es peuvent rester à Montréal, dans les quartiers qu'ils et elles aiment, sans être chassé·es par la hausse des loyers. Montréal a été la première ville au Québec à se doter d'un Service de l'habitation et à investir directement en rachetant des immeubles résidentiels pour protéger le parc locatif. Le nouveau cadre financier reflète cette volonté, avec des investissements sans précédent en habitation.

Outre les investissements directs, notre cadre financier propose aussi d'utiliser le budget de la Ville de manière innovante, en s'en servant de levier pour aller chercher des investissements privés et des autres paliers de gouvernement pour des projets importants pour les Montréalais·es.

Ainsi, en consacrant 100 M\$ de son budget à titre de garantie pour des organismes à but non lucratif, la Ville permet le déblocage de 1 milliard de dollars en financement additionnel pour la création de logements abordables — à coût nul pour les contribuables.

En instaurant une planification sur dix ans de ses investissements grâce au Plan décennal des immobilisations, l'administration de Projet Montréal a permis à la Ville d'avoir une vision beaucoup plus claire de ses finances et de ses besoins à long terme. Cette approche, une première au Québec, assure une gestion plus prévisible et responsable des fonds publics, tout en distinguant clairement les budgets d'investissement et d'opération.

La saine gestion de la dette pour des investissements structurants et bénéfiques pour la ville a été soulignée par les agences de notations dans le rehaussement de la cote de crédit de Montréal. La ville investit là où il faut, en gérant bien ses budgets et en respectant la capacité de payer des générations actuelles et futures.

INVESTISSEMENTS	2026	2027	2028	2029	TOTAL 2026-2029
500 UNITÉS MODULAIRES	18,000,000	18,000,000	18,000,000	18,000,000	72,000,000
RÉFECTION DES MARCHÉS PUBLICS MAJEURS	5,000,000	5,000,000	10,000,000	20,000,000	40,000,000
TOILETTES À 15 MINUTES			5,000,000	5,000,000	10,000,000
SÉCURISATION DE L'AVENUE DU PARC			9,000,000	9,000,000	18,000,000
RÉSEAU EXPRESS BUS		10,000,000	30,000,000	40,000,000	80,000,000
SÉCURISER TOUTES LES ÉCOLES PRIMAIRES D'ICI 2030	5,000,000	5,000,000	5,000,000	5,000,000	20,000,000
RADAR PHOTOS		10,000,000	10,000,000	10,000,000	30,000,000
MULTIPLIER LES PARCS D'APPRENTISSAGE VÉLO	500,000	500,000	500,000	500,000	2,000,000
DOUBLER LES AMÉNAGEMENTS ÉPONGES	15,000,000	15,000,000	15,000,000	15,000,000	60,000,000
CAMÉRAS CORPORELLES		6,000,000	10,000,000	2,000,000	18,000,000
REDONNER ACCÈS AU FLEUVE	5,000,000	10,000,000	10,000,000	10,000,000	35,000,000
SOUS-TOTAL	48,500,000	79,500,000	122,500,000	134,500,000	385,000,000
RÉAMÉNAGEMENT ET OPTIMISATION	18,000,000	18,000,000	18,000,000	18,000,000	72,000,000
TOTAL NET	30,500,000	61,500,000	104,500,000	116,500,000	313,000,000

CADRE FINANCIER D'ENSEMBLE MONTRÉAL

Suite aux nombreuses propositions coûteuses accompagnées de promesses d'équilibre budgétaire de la part d'Ensemble Montréal, notre équipe a pris soin d'en évaluer la portée.

Certaines promesses manquant de clarté, il n'est pas possible d'en dresser un portrait complet. Cependant, même en retenant des hypothèses conservatrices basées sur les seuls paramètres connus, les engagements du parti de Soraya Martinez Ferrada représenteraient près de 2 milliards de dollars de nouvelles dépenses sur 4 ans, contre moins d'un milliard pour une administration menée par Luc Rabouin.

Cette projection soulève des questions quant à la cohérence et la faisabilité de leurs engagements, notamment face à leur promesse simultanée de réduire 1 000 postes sans affecter les services et de limiter la croissance des taxes municipales au niveau de l'inflation. À ce jour, aucune nouvelle source de revenus n'a été identifiée pour financer l'ensemble de ces mesures, laissant planer un doute sérieux sur l'équilibre de leur cadre financier.



